

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

ACW 2022 à Libreville : trouver des solutions pour réduire "l'injustice climatique"

LIBREVILLE accueille depuis hier, la "Semaine africaine du climat". Les participants souhaitent trouver des solutions communes et efficaces à mettre sur la table de la COP27 qui se tiendra en novembre à Charm el-Cheikh, en Égypte.

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

"**L**A COP 27 est décrite comme la COP de l'Afrique et façonnera considérablement notre avenir", a déclaré le président Ali Bongo Ondimba hier, à l'ouverture des assises sur le climat qui se tiennent à Libreville jusqu'au 2 septembre prochain. La cérémonie d'ouverture des travaux s'est déroulée en présence du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, du secrétaire exécutif adjoint de l'ONU Climat, Ovais Sarmad, des ministres de 42 pays d'Afrique, des responsables d'agences onusiennes, et bien d'autres acteurs. Ces échanges se font en présentiel ou par visioconférence. Il s'agit de la troisième de la série des Semaines régionales sur le climat 2022 (ACW 2022). Pendant 5 jours, il sera question pour les parties présentes d'échanger sur la mise en œuvre des décisions prises lors de la COP 26, notamment sur l'adaptation, l'atténuation, le financement et de préparer la participation à la COP 27 qui se tiendra à Charm el-Cheikh, en Égypte, en novembre prochain. Trouver des solutions efficaces qui impulseront la mise en œuvre



Une vue des participants à la Semaine africaine du climat, autour du président Ali Bongo Ondimba.

des décisions de Copenhague et celles de l'Accord de Paris, est également l'esprit qui devrait guider les différents participants de la Semaine africaine du climat pour éviter que cette importante rencontre ne soit qu'une de plus dans la lutte pour la préservation de la planète. Un combat où les pays africains, les moins pollués de la planète, apparaissent étrangement comme ceux qui doivent fournir le plus d'efforts. L'objectif de cet événement est

de réunir les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les parties prenantes et membres de la société civile autour de la mise en œuvre d'actions régionales dans la lutte contre les changements climatiques. Plus de 1 000 participants y sont attendus, notamment des dirigeants politiques des pays d'Afrique centrale, des chefs d'entreprise, des représentants d'organisations et d'institutions internationales et sous-régio-

nales. Ali Bongo Ondimba a saisi l'occasion pour mettre en exergue les efforts du Gabon dans la lutte contre le changement climatique. "Depuis Copenhague, le Gabon a absorbé de l'atmosphère, plus d'un milliard de tonnes nettes de dioxyde de carbone", a-t-il annoncé, avant de poursuivre : "Aussi sommes-nous désormais considérés comme le pays le plus positif en matière de carbone au monde. Concrètement, le Gabon

a déjà atteint l'objectif de neutralité carbone fixé par l'Accord de Paris".

Accueillie par le gouvernement gabonais, la "Semaine africaine du climat" est organisée en partenariat avec l'ONU Climat, et avec la collaboration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Groupe de la Banque mondiale (GBM), l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA).

Il faut savoir que les "Semaines régionales du climat" sont des plateformes de discussions pour l'action climatique régionale et la collaboration autour d'un objectif commun, qui est la lutte contre les changements climatiques.

En plus d'accueillir l'ACW 2022, le Gabon montre l'exemple, en publiant sa deuxième contribution déterminée au niveau national, dans laquelle le pays s'engage à rester neutre en carbone jusqu'en 2050 et au-delà. Les forêts gabonaises couvrent près de 90 % de la surface du pays, ce qui en fait le deuxième pays le plus boisé de la planète.

Contrepoint COP27 : faire respecter les engagements pris

GMNN
Libreville/Gabon

METTRE les pays développés devant leurs responsabilités. Le niveau de pollution ou d'émission de gaz à effet de serre dépend du niveau de développement industriel de chaque pays. En 2015, à Paris, les parties prenantes s'étaient pourtant engagées à réduire leurs émis-

sions de gaz. Mais 7 ans plus tard, presque rien n'a changé.

L'accord de Paris est un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Il avait été adopté par 196 Parties lors de la COP 21 dans la capitale française, le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à un niveau

bien inférieur à 2, de préférence à 1,5 degré Celsius, par rapport au niveau préindustriel.

Malgré les différentes rencontres tenues et les engagements pris, le niveau de menace de changement climatique est toujours aussi élevé. Parce que les grands pollueurs ne réduisent pas leurs émissions de gaz à effet de serre.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'Afrique n'est respon-

sable que d'environ 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à l'énergie, et de 7 % des émissions totales. L'exploitation du vaste potentiel de l'énergie solaire, éolienne, hydroélectrique et géothermique, ainsi que de l'énorme potentiel d'hydrogène vert récemment découvert, peut changer la donne et sortir des millions d'Africains de la pauvreté énergétique.